

Communiqué du Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes (CCOC) - 1^{er} octobre 2009

Sobika.com du 02/10/09

Le Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes constitué d'associations de la société civile, de syndicats, d'opérateurs économiques et de citoyens civils et militaires, conscients de la nécessité de se regrouper pour trouver une issue rapide à la crise actuelle, rappelle les principes qui guident son action :

- la neutralité et l'indépendance,
- la recherche d'une sortie de crise négociée et non par la force depuis la mi-février 2009, et
- la gestion consensuelle de la transition.

Le CCOC a salué, il y a quelques semaines, la signature des Accords de Maputo, et a marqué son engagement par la signature de la Charte avec de nombreuses organisations de la société civile, du secteur privé et des partis politiques.

L'échec des négociations de Maputo II a été une déception. Toutefois, l'espoir de voir se mettre en place rapidement une transition consensuelle et inclusive n'est pas mort, bien que la situation actuelle contribue à aggraver la situation de pauvreté dans laquelle se trouve la population et à jeter dans la misère de nombreux ouvriers, notamment dans les entreprises franches.

Seules la poursuite du dialogue, la mise en œuvre des Accords de Maputo et le respect du processus prévu (mise en place des institutions, la concertation nationale, les élections) permettront à Madagascar de sortir de la crise, de rétablir la paix sociale, de relancer l'activité économique et surtout de jeter les bases d'une vraie démocratie à travers les changements dans les institutions et dans la pratique politique auxquels aspire la majorité des Malagasy. Pour mettre définitivement fin aux cycles de crise, toutes les étapes du processus doivent être respectées.

Toute initiative unilatérale d'où qu'elle vienne, ne peut que compliquer la recherche de solution de sortie de crise et prolonger les souffrances du peuple malagasy. Rappelons que, suite à la signature des Accords de Maputo, tous les chefs des mouvances sont sur un même pied d'égalité.

C'est pourquoi, il est essentiel que les responsables politiques fassent preuve de retenue et s'abstiennent de toute action qui risque d'hypothéquer la reprise du dialogue.

Le CCOC appelle donc tous les responsables politiques à la retenue et à préserver un climat de sérénité indispensable à la réussite du dialogue.

Pour cela, toutes les manifestations doivent être suspendues ainsi que toutes les arrestations arbitraires et les actes de violence envers les civils arrêtés. Le respect des principes démocratiques, tels que la liberté d'expression, l'accès équitable aux médias publics doit être assuré afin de garantir la pluralité des opinions.

Mettons vraiment l'intérêt supérieur de la population au-dessus des considérations partisans, de l'intérêt personnel ou de groupe et de l'ambition mal placée.